

ge l'accent sur les choses positives, où qu'elles se produisent.

Je me rappelle du débat qui a eu lieu il y a quelque temps, lorsqu'un très grand nombre de députés ont parlé du fond de leur cœur des atrocités qui se sont produites en Chine après les événements que l'on sait. Je demande à ces mêmes députés de se rappeler ce soir-là et je les invite, dans un même esprit de compassion et de bonté, à mettre de côté leur allégeance politique et à souscrire à cette motion.

M. Brian L. Gardiner (Prince George—Bulkley Valley): Monsieur le Président, c'est, en fait, un honneur pour moi d'intervenir, afin de souscrire à la motion du député de Nunatsiak, qui se lit comme suit:

Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait envisager de prendre, en consultation avec les peuples autochtones, des initiatives spéciales permettant de répondre aux besoins pressants de la jeunesse autochtone sur les plans de l'emploi, de l'éducation et de la santé.

Monsieur le Président, je suis persuadé que vous reconnaîtrez, à l'instar d'autres députés qui sont intervenus aujourd'hui, que s'il y a une motion dont l'adoption où l'étude s'impose plus que jamais, c'est bien celle-ci. Les préoccupations en question sont exprimées par des députés qui représentent bien des gens que cette motion concerne directement. Nous avons bien du chemin à faire.

D'autres ont fait allusion au plus récent rapport annuel de la Commission canadienne des droits de la personne dans lequel le commissaire reprend les termes du rapport annuel de l'année dernière; on y déclarait que la situation des autochtones au Canada était une tragédie nationale.

C'est toujours le cas. Les Porteurs-Sékanis vivent dans ma circonscription. J'ai eu des rencontres dans les réserves et tout récemment avec les chefs réunis à Prince George. Certains jours, le défi qui se pose leur semble pratiquement insurmontable.

Je suis au courant des problèmes auxquels nous devons faire face, lorsque nous collaborons avec les gens au niveau de la bande, afin de les aider à obtenir des choses tellement simples que nous les tenons pour acquises dans cette enceinte et sur la colline du Parlement. Nous devons lutter, afin d'obtenir les systèmes d'adduction d'eau et d'égoûts voulus dans bon nombre des réserves du nord de la Colombie-Britannique et d'autres régions du pays.

• (1720)

On ne pourrait être plus ému quand on entend les représentants des bandes de nos régions nous énumérer tous les problèmes qu'ils rencontrent depuis des années

Initiatives parlementaires

et même plus récemment pour subvenir à leurs besoins dans les domaines de l'éducation, de la santé et du logement.

On a dit plus tôt qu'il serait important de leur accorder l'autonomie politique. Il est certain que dans ma province, le principal obstacle est le gouvernement de Victoria qui ne veut pas reconnaître les revendications territoriales, ni l'autonomie politique.

Le gouvernement fédéral négocie. Le processus nous inquiète à certains égards, mais au moins, dans la plupart des cas, on négocie. Dans ma province de Colombie-Britannique, le gouvernement de Victoria ne reconnaît même pas ce processus. Un de ses ministres a dit que la province réglait les questions relatives aux affaires indiennes au jour le jour. Voilà ce que ce gouvernement fait.

Nous devons nous engager à faire davantage à la Chambre des communes. Le premier ministre a déjà fait certaines déclarations importantes sur la direction qu'il souhaitait donner à son gouvernement dans ce dossier. Il a parlé d'éducation. Nous sommes en train actuellement de débattre d'une politique fiscale et d'une politique commerciale de grande envergure aux Communes. Je voudrais que le premier ministre assume lui-même la responsabilité de bon nombre des questions autochtones dont nous sommes saisis dans nos circonscriptions, et je voudrais également qu'il fasse pression sur ses ministres et son nouveau ministre pour qu'ils s'en occupent.

Le secrétaire d'État suit ce débat à la Chambre aujourd'hui. J'en suis heureux parce qu'il sait que nous avons discuté de ce dossier, que nous avons eu un échange de correspondance sur les problèmes auxquels nous faisons face dans notre région, et il est au courant des requêtes que nous ont transmises les Porteurs-Sékanis qui nous demandent d'intervenir pour protéger leur langue. Après mon élection, l'une de mes premières fonctions officielles a été d'assister à une cérémonie de remise de bourses à l'institut des langues Inginika, à Vanderhoof, où on enseigne aux autochtones à faire connaître autour d'eux l'importance de la langue. Nous avons demandé une aide au gouvernement conservateur.

Nous travaillons à l'implantation d'une nouvelle université dans le Nord. J'ai cru comprendre que le premier ministre de la province serait dans ma ville, Prince George, demain pour faire une annonce concernant le conseil d'administration temporaire. J'ose croire qu'il a consulté et qu'il nommera des gens capables, par leurs idées et leur compétence, de contribuer à la mise sur pied d'un